

BURUNDI 2015 : LA PAIX EST LA SEULE VOIE POSSIBLE

Dr Angelo BARAMPAMA

Membre de la Commission Scientifique du Gipri

Le 25 avril 2015, le parti au pouvoir désigne le Président Nkurunziza comme candidat à l'élection présidentielle, prévue pour le mois de juin.

1. Une candidature qui met le feu aux poudres

Depuis, la situation socio-politique, déjà tendue, n'a cessé de se dégrader. Comme préannoncé depuis des semaines, des manifestations contre un 3^{ème} mandat du président sont organisées dès le lendemain dans plusieurs quartiers de Bujumbura, la capitale, menées par des partis d'opposition et des organisations de la société civile.

Des manifestations qui sont mal tolérées par le pouvoir en place, qui les considère comme une insurrection contre lui et qui durcit le ton. La situation ne cesse alors de se dégrader et la peur gagne progressivement les esprits, poussant de nombreux Burundais (plus de 100.000 d'après certaines estimations) à se réfugier dans les pays voisins – quand ce n'est pas au-delà des mers pour les plus chanceux ! Les radios étrangères diffusent des analyses et commentaires qui laissent entendre que des menaces bien sérieuses pèsent sur certaines catégories de la population. Une tentative de coup d'Etat survient le 13 mai 2015, au moment où un sommet sur la crise burundaise allait s'ouvrir à Dar-es-Salaam, en Tanzanie. Le Président qui était parti à ce sommet parvient à regagner le pays et à reprendre la situation à son avantage.

Ce coup d'Etat, curieusement mené et très vite avorté, vient accroître le doute et la peur dans les esprits. Le départ de citoyens burundais vers l'étranger se poursuit pendant que le pouvoir assure que la paix règne dans le pays à 99,9 %. Se poursuivent également les manifestations contre le 3^{ème} mandat du Chef de l'Etat et, momentanément, elles gagnent même du terrain : de nombreux quartiers de la capitale ainsi que certaines localités de l'intérieur du pays sont touchés.

Les moyens forts sont alors mis en œuvre par la police pour juguler la contestation : gaz lacrymogènes, blocage de nombreux passages clés afin d'empêcher les manifestants d'accéder au Centre-ville, arrestations de manifestants, etc. La police n'hésite pas à tirer à balles réelles sur les manifestants, des grenades sont lancées ici et là, sans que l'on sache bien par qui, faisant plusieurs victimes. L'armée semble jouer la neutralité et s'interpose souvent entre manifestants et policiers. D'un côté, barrières policières et contrôles stricts dans les quartiers ou sur les routes, policiers armés massés le long des routes, tirs dans l'air ou parfois sur les manifestants. Côté manifestants, barricades de fortune et jets de pierres, vieux pneus et autres débris brûlés, des colonnes de fumées noires qui montent dans le ciel. De l'avis de connaisseurs de la capitale, les actes de violence observés du côté des manifestants sont l'œuvre d'éléments incontrôlés, voyous et autres bandits, qui profitent de ces manifestations pour semer la pagaille et piller.

La diplomatie s'agite, notamment au niveau de l'Union africaine (UA) et des ensembles régionaux africains. La Communauté internationale (Pays occidentaux, Nations Unies, Organisations internationales et ONGs de tous calibres) n'est pas non plus en reste même si, toutefois, elle semble privilégier « une solution à l'africaine ». Mais apparemment rien n'y fait ! La situation ne cesse de se dégrader et la peur continue à ténasser les esprits poussant toujours plus de filles et de fils de ce pays à le quitter pour se mettre à l'abri à l'extérieur ou, en tout cas, pour ceux qui le peuvent, à quitter Bujumbura (qui semble en état de siège !) pour l'intérieur. La folie meurtrière, quant à elle, ne fait que s'étendre même à l'intérieur – au moment où nous écrivons ces lignes, la radio nationale annonce que deux grenades ont été jetées l'une dans un bistrot, dans une localité de la province Ngozi (native du Président) appelée Burengo, et l'autre dans la province Kirundo, au Nord du pays. Bilan : au moins 4 morts, qui viennent s'ajouter à la septantaine des manifestations contre le 3^{ème} mandat, et des dizaines de blessés, dont plusieurs gravement. Comme si Thanatos - le dieu de la Mort - était décidé à frapper toujours de plus en plus fort et aveuglement. Et que ceux qui restent continuent à espérer je ne sais quel Godot qui viendra les sauver, on ne sait quand ni comment ! Car le spectre de la guerre ne fait que se renforcer inexorablement au détriment des projets de paix, renvoyant aux calendes grecques l'espoir de transformation sociale et de développement économique, véritables et durables, dans un pays qui, pourtant, en tant besoin.

2. Quand l'absurde devient la règle

Depuis des mois, ou plutôt depuis des années, des pronostics sont faits et des scénarios établis, sans que, apparemment, ceux qui décident – ou croient décider- de l'avenir de ce pays et de ces populations daignent y prêter attention. Dans une chronique parue le 27 avril 2015¹, le professeur Filip Reyntjens, de l'Université d'Anvers, grand connaisseur de la Région des Grands Lacs, a établi six scénarii pouvant survenir au Burundi. Des « scénarii spéculatifs » - selon cet universitaire- qui « vont de souhaitables à catastrophiques » et « présentés à titre d'alerte pour montrer que le Burundi peut devenir dans un proche avenir une très dangereuse boîte de Pandore pour la région des Grands-Lacs ». Parmi ces scénarii catastrophiques, ceux qui exacerbent le caractère régional des conflits semblent être les pires (voir figure 1).

Cette analyse qui soulève des commentaires méchants, pour ne pas dire idiots (voir sur les sites mentionnés), mériterait pourtant un peu plus d'égards de la part des acteurs politiques et décideurs du Burundi et de la Région des Grands Lacs. Elle a au moins le mérite de poser le problème en appelant le chat un chat et à découvert. Elle invite à la réflexion.

Une réflexion qu'une trentaine d'intellectuels et hauts responsables burundais, civiles et religieux, ont engagée en 2000, à l'instar des « *Montfleury Scenarios* » sud-africains, sous le titre de « *Les Scenarios d'avenir pour le Burundi* » et qui mériterait, elle aussi, d'être revisitée en cette période de crise.

Au cours de trois ateliers tenus à Wolvenhof, au Pays-Bas entre avril et août 2000, les participants ont fait le tour des problèmes et incertitudes qui pesaient sur le Burundi à cette époque. Période cruciale où l'on entrait dans la ligne droite des négociations qui allaient déboucher sur la signature de l'Accord de paix d'Arusha le 28 août 2000 – aujourd'hui au cœur de la crise qui secoue le pays. L'espoir était l'un des thèmes transversaux des rencontres, tout comme les forces motrices majeures qui avaient - ou pouvaient avoir- un impact significatif sur le futur du Burundi. Comme relevé au colloque sur les « Scenarios d'avenir pour le Burundi et l'Afrique des Grands Lacs »², nombreuses étaient alors les craintes que l'on avait en cette année 2000, dont un grand nombre se retrouvent, en 2015. Allait-on parvenir à un accord satisfaisant pour toutes les parties, le signer et le mettre en pratique ? Dans un cas ou dans un autre, quelle allaient être l'attitude des pays voisins et celle de la communauté internationale ? Une multitude de scénarios possibles furent alors passés en revue et compulsés en quatre principaux, allant du meilleur, appelé « Simbimanga », au pire, baptisé « Kanirabagabo », en passant par un qui s'appelle « Mperangenda » et enfin « Bugirigiri » [voir figure2]. Les noms kirundi ont été longuement discutés et soupesés afin de trouver les bonnes formules qui pouvaient parler profondément aux Burundais.

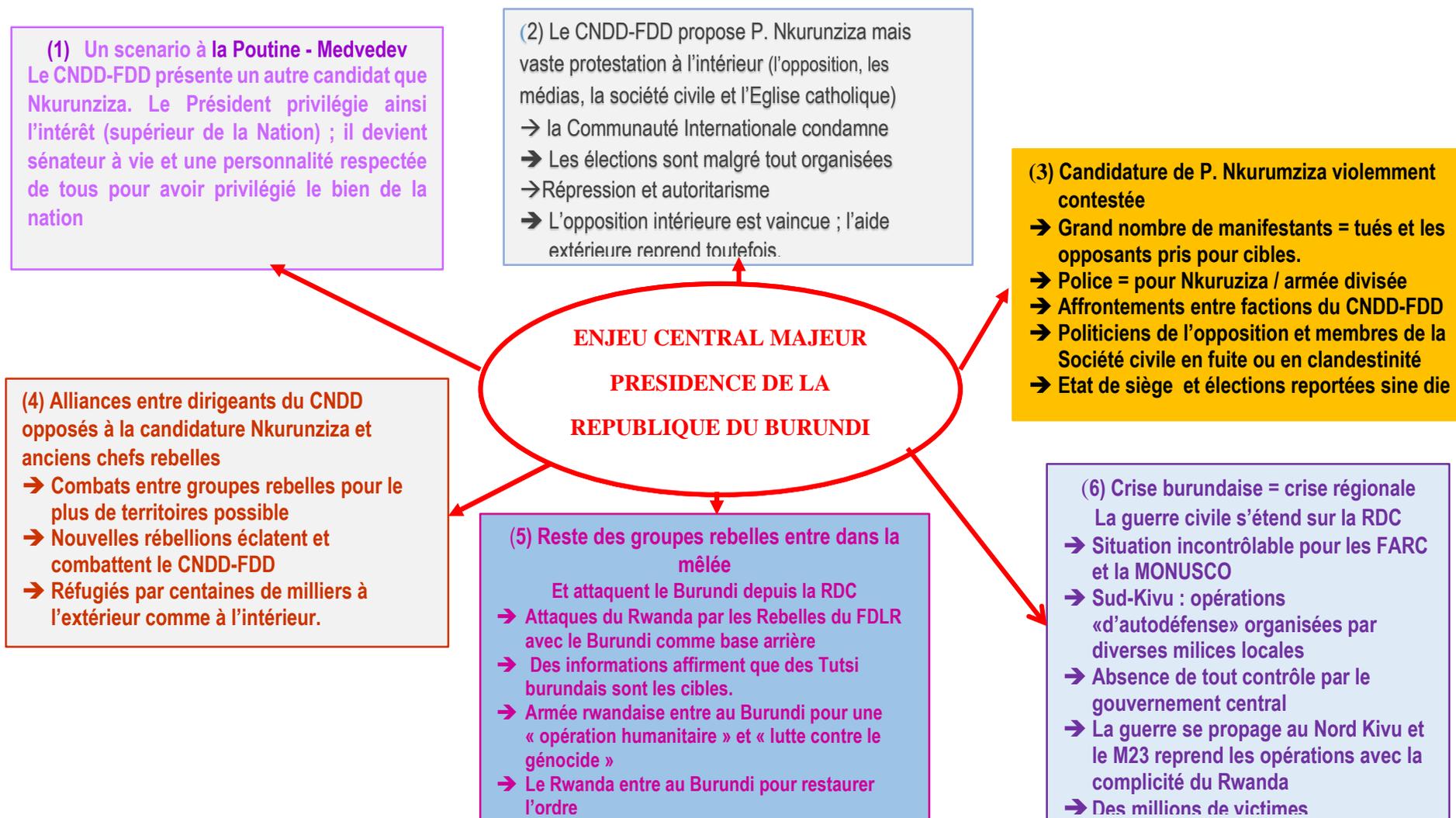
En introduction au scénario du pire de Kananirabagabo [ntiyimye], qui supposait l'échec des négociations et la non-signature de l'Accord, le constat de départ était le suivant :

«Celui qui est sourd à tout conseil est un véritable suicidaire!» Ce proverbe s'appliquera au Burundi quand les négociations pour aboutir à un accord de paix susceptible de redonner sécurité et sérénité à la population auront échoué. Toutes les institutions seront déstabilisées et le pays tombera entre les mains de prédateurs de tout acabit. Interpellée, la Communauté internationale interviendra pour tenter d'arrêter le chaos, mais la montagne accouchera d'une souri: l'opération n'aura pas les résultats escomptés. Les forces internationales se retireront, abandonnant les Burundi à leur zizanie ».

¹ Voir <http://www.iwacu-burundi.org/analyse-scenarios-pour-le-burundi/> et <http://www.bujumbura.be/>

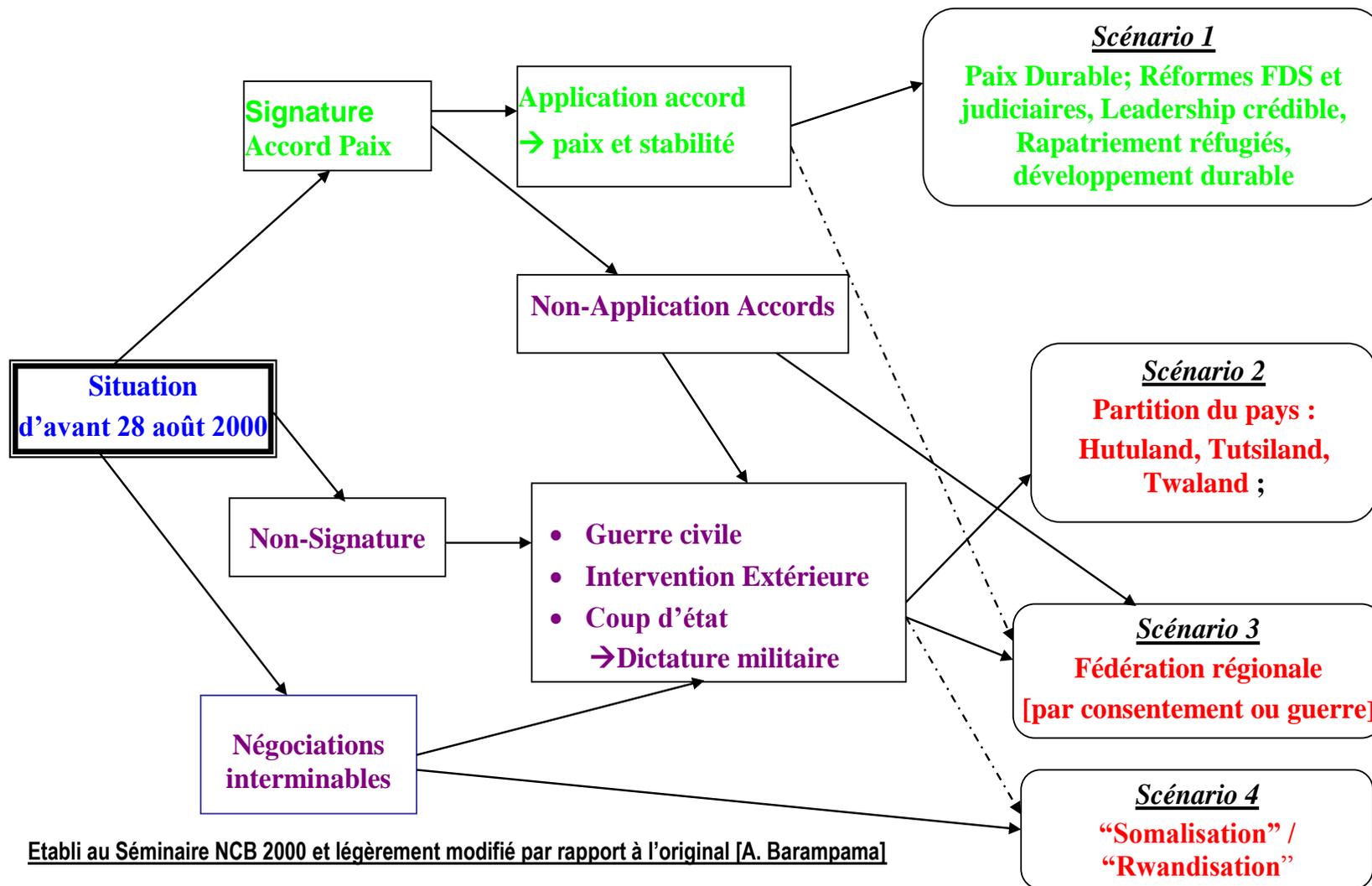
² Département de Géographie de l'Université de Genève, Genève, 20 et 21 avril 2006

Figure 1 CRISE BURUNDAISE : SCENARII POSSIBLES AU 27 AVRIL 2015



Etabli d'après « Scénarios pour le Burundi par le Professeur Filip Reyntjens », paru le 27 avril, sur les sites <iwacu-burundi.org> et « Bujumbura News »

Figure 2 : SCENARIOS « POSSIBLES » POUR LE BURUNDI, DE 2000 A 20015



Dans « Mperangenda » - « Je meurs à petit feu », les participants aux ateliers ont imaginé que si les accords étaient signés sans beaucoup de convictions par une partie de la classe politique, ils n'allaient pas survivre aux tensions et heurts internes. Et que le désordre allait alors conduire à la mort lente de l'Etat, au vu et su des parties signataires, incapables de surmonter leurs divisions et de reconstruire le pays. Comme pour les autres scénarios, les participants se voyaient en 2025 en train de parler à leurs enfants et petits-enfants de ce qui s'est passé depuis août 2000. Voici un extrait du constat qui allait être le leur :

L'espoir caressé de développer des espaces démocratiques caractéristiques d'un État moderne s'évanouit très rapidement. L'exercice des droits et des libertés individuels resta un leurre au moment où la société civile se politisait à outrance. L'essor économique projeté, avec le concours de la coopération bilatérale et multilatérale fut compromis faute de stabilité politique. Il y eut blocage du développement du secteur privé, absence d'investissement étrangers et les pays partenaires qui avaient promis l'annulation de la dette extérieure se rétractèrent.

La reprise de la rébellion, le désordre général causé par les affrontements entre les policiers et les gendarmes, le mécontentement des agents de l'État, rendaient le pays inhabitable. Certaines populations quittèrent leurs terres et leurs maisons pour se regrouper dans des lieux où elles se sentiraient plus en sécurité. D'autres reprirent la route de l'exil vers les pays limitrophes. Les belligérants cherchèrent chacun des appuis mortifères dans la sous-région. Les groupes armés se rendirent progressivement maîtres de larges portions du territoire national et y imposèrent leur loi. D'autres forces poussaient leurs chefs à opérer un coup d'État ou à solliciter des interventions étrangères pour aider de nouveau à remettre de l'ordre dans le pays.

Au colloque de 2006, nous évoquions les craintes qui étaient celles des participants aux ateliers de 2000 comme suit :

« Parmi les craintes évoquées [en 2000] il y eut entre autres : la poursuite et l'intensification de la guerre dans le pays, la désintégration totale du pays, l'influence néfaste des puissances extérieures, les mauvaises formes de gouvernance – telle que la dictature engendrant la guerre civile-, l'instabilité sous-régionale, la médiocrité du leadership national, la poursuite de l'héritage empoisonné de la culture de la haine et l'intolérance, l'extension de la paupérisation – source de conflits encore plus violents-, le manque d'engagement, le génocide à la rwandaise frappant l'une des deux grandes composantes de la société burundaise³.

En ces mois d'avril-mai-juin 2015, le Burundi est loin du scénario idéal « Simbimanga [Imana icane] » - « Saute par dessus le précipice [et que Dieu t'accueille sain et sauf de l'autre côté du gouffre] ». Il est plutôt plus proche de ceux de Kananirabagabo et Mperangenda, avec une certaine dose de « Bugirigiri » - « L'union fait la force » », via notamment l'intégration régionale dans la Communauté Est-Africaine. Plus proche de l'affrontement, la guerre et la violence, que de la paix préconisée par le scénario Simbimanga. Avec comme corollaires la violation des droits fondamentaux : droit à la vie, droit à la liberté de pensée et d'expression. Soit en clair, une situation de fortes dissymétries dans les relations socio-politiques qui, si l'on n'y prend pas garde, pourraient déboucher sur une politique extrême de population. Comme nous le relevions en 2006, « ces dissymétries peuvent déboucher sur la non-reconnaissance des besoins et des droits des uns par les autres voire même à la destruction de l'Autre, qui s'avère souvent et à la longue n'être qu'une auto-destruction, individuelle et/ou collective – autrement dit, une sorte de « destruction mutuelle assurée »⁴

³ Angelo Barampama, « Flash sur les travaux et les résultats des ateliers de Wolvenhof », in Angelo Barampama et Roger Eraers, *Scénarios d'avenir pour le Burundi et l'Afrique des Grands Lacs*, Paris, L'Harmattan, 2007, p. 37.

⁴ Angelo Barampama, « Approche relationnelle du pouvoir et scénarios d'avenir en Afrique des Grands Lacs », in A. Barampama et R. Eraers, *op. cit.*, p. 26 et 27.

Figure 3 Un exemple de dissymétrie poussée à l'extrême

HRW : « *Burundi : Riposte meurtrière par la police aux manifestations* »



Human Rights Watch, 29 mai 2015

Source : http://www.arib.info/index.php?option=com_content&task=view&id=11942&Itemid=1

3. De la dissymétrie dans les relations à la politique du « Kazibe ».

Dans l'observation de l'exercice du pouvoir, les « petites gens » ont parfois une traduction synthétique qui n'ont rien à envier aux constructions savantes des académies. Nous en voulons pour preuve cette réflexion d'un ouvrier de Bujumbura qui, au mois de mai 2015, nous fit une belle leçon d'analyse politique. Parlant des régimes qui se sont succédés à Bujumbura de 1966 à aujourd'hui et l'autoritarisme qui les caractérise, il nous fit la synthèse suivante :

« Vous, avec votre âge, vous savez ce qui s'est passé sous Micombero⁵ et ceux qui l'ont suivi, n'est-ce pas ? ». Et comme nous faisons semblant de ne pas comprendre, il ajouta : " Kazibe !" - " La boucle !", vous connaissez, n'est-ce pas ? Eh bien ça n'a pas changé ! ».

Avec ces quelques propos et l'expression « *Kazibe* », il avait tout dit par rapport à la manière forte dont le pouvoir actuel gère la crise née de la candidature du Président à un troisième mandat. Une manière forte qui ouvre la porte à tous les dérapages que laisse imaginer une image comme celle de ce gamin cerné et terrorisé par quatre policiers (voir figure 3).

Tout dit aussi au sujet de la destruction des radios indépendantes et le musèlement de la presse et tout ce qui s'en suit. Une analyse dont la pertinence n'a pas tardé à être vérifiée, quelques jours après, avec la publication dans le magazine *Iwacu*⁶ d'un article au titre ô combien évocateur : « *Au CNDD-FDD vous vous taisez ou vous partez !* ». Titre d'une longue interview d'un député de la majorité présidentielle récemment parti en exil, ancien président de la commission chargée des affaires politiques, administratives et des relations extérieures à l'Assemblée Nationale. « *Chez nous, précise cet Honorable – on appelle ainsi les députés dans le pays-, lorsque vous êtes contre une décision du patron ou du parti, ou vous vous taisez et vous faites profil bas ou vous prenez le large* ». « Comme moi et bien d'autres », sous-entendu.

4. De la politique du « Kazibe » au règne de Radio Tam-Tam

C'est connu de tous les analystes et stratèges, l'information est un élément central de la relation humaine et du pouvoir. A tel point que, selon des spécialistes, sa maîtrise est « un enjeu capital des conflits du XXIème siècle ».

« L'information, lisons-nous sur le site [Info.guerre](http://info.guerre), n'est plus une seule nécessité, elle devient un élément majeur de l'art de la guerre : arme redoutable pour celui qui la maîtrise, elle permettra de gagner un conflit qu'il soit militaire ou économique avant ou pendant les hostilités, parfois sans tirer un coup de feu. Dans son développement extrême, elle pourrait faire de l'affrontement armé sur un champ de bataille l'ultima ratio de la guerre à l'âge de l'information, celle qui nous attend au XXIème siècle »⁷.

D'où l'importance d'une information de bonne qualité, librement partagée à travers media et rencontres de tous genres (conférences, colloques, débats divers, etc) formelles et informelles, etc. Car, effectivement, du choc des idées jaillit la lumière et la vérité. Une vérité qui sauve, libère et fonde le droit et l'action.

Les Burundais d'avant mai 2015 l'avaient bien compris. Eux que, jusqu'à la destruction des radios et télévisions non gouvernementales, on voyait à l'affût de l'information. Aux champs, comme sur les chantiers, au bistrot comme sur la route, ils avaient tout le temps l'oreille collée sur leur téléphone. Non seulement pour causer avec leurs

⁵ Nom du capitaine qui fit le coup d'Etat du 28 novembre 1966 et mit fin à la monarchie dans le pays. Son régime dictatorial s'est distingué par l'élimination physique, en 1972, de 300.000 personnes et l'exil d'environ autant.

⁶ *Iwacu*, vendredi, 12 juin 2015 – n°326 _ www.iwacu-burundi.org

⁷ <http://www.infoguerre.fr/doctrines/les-principes-de-la-guerre-de-l-information-293>

meilleurs ami-e-s, mais aussi et surtout pour être au diapason du monde et de l'actualité du pays, développée par les radios libres, avant de s'en saisir pour un débat bien nourri et bien nourrissant.

Depuis la forfaiture du « Kazibe » imposée aux radios libres par le feu, c'est désormais « Silence Radio ! ». C'est le Blackout quasi-totale sur l'information et l'analyse politique libres qui entraîne deux biais fort dangereux pour le pays s'il devait se prolonger encore longtemps. Le premier est que le débat politique est déplacé de l'intérieur du pays pour se mener à partir de l'extérieur, par des media étrangers, dont particulièrement Radio BBC, La Voix de l'Amérique et, dans une moindre mesure, Radio France Internationale – RFI. La BBC et la VOA font un effort bien louable d'informer les Burundais à travers des bulletins d'information et des débats politiques fort animés.

Mais seulement, cet effort louable comporte un gros hiatus qui n'est pas sans risque grave si cela devait durer encore longtemps. En effet, le citoyen burundais niché sur sa colline ou le flanc de sa montagne qui entend le débat de son pays mené par des Rwandais depuis Washington ou Londres, en Kiyarwanda - qui d'ailleurs n'a plus de Kinyarwanda que de nom pour certains- en lieu et place du Kirundi, il a de quoi se sentir mal à l'aise et se poser des questions, ou tout simplement se détourner de ce qui peut paraître comme une forme de colonisation mentale. Une colonisation inconsciente peut-être, mais sûrement grave pour la culture burundaise et l'avenir du pays.

Le deuxième biais est que l'information et le débat libres et objectifs sont remplacés par les bulletins de Radio Tam-Tam, la Voix du Bouche-à-Oreille et de Madame Rumeur. Une rumeur qui est incontrôlable et destructrice. Une rumeur qui ne fait qu'amplifier les faits et déformer gravement la Réalité. Une rumeur dont le corollaire s'appelle La Peur. Une peur qui s'amplifie à la vitesse GV, grâce notamment au téléphone et, de plus en plus, les nouvelles technologies de l'information et la communication (NTIC). Des NTIC que le pouvoir ne peut pas contrôler à sa guise, même si cela était son souhait. Or, comme chacun le sait, la Peur est mauvaise conseillère.

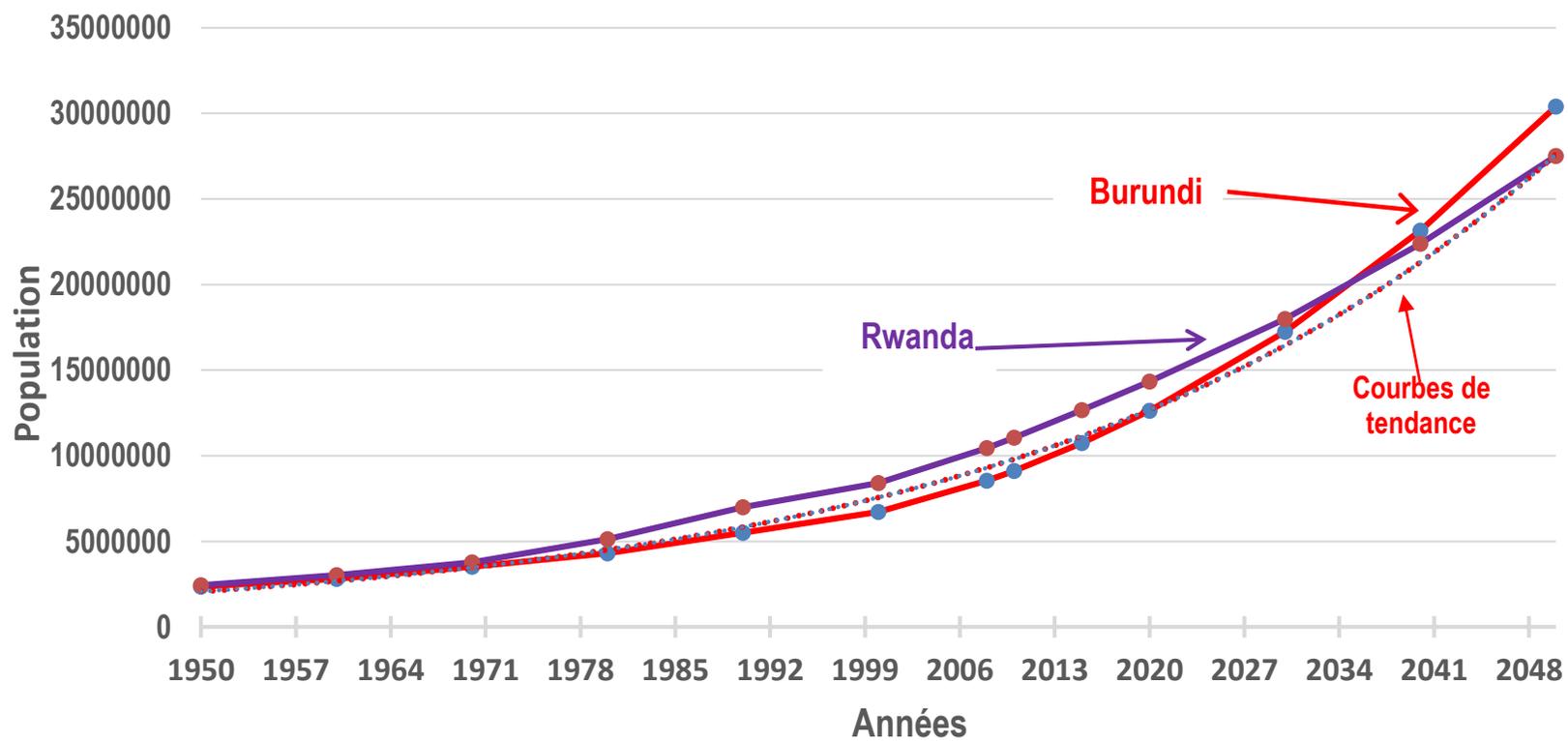
Partant, personne ne devrait s'étonner de ce que des milliers de citoyens honnêtes qui, à tort ou à raison, se sentent menacés, choisissent d'abandonner tout derrière eux pour devenir, du jour au lendemain, des hommes et des femmes sans Terre et sans Repère, à la merci de tout – maladies, faim, malnutrition, humiliations de toutes sortes – comme peuvent en connaître les réfugiés, d'où qu'ils soient ! Des réfugiés qui, du fait de l'injustice qui leur est faite, deviennent des viviers de recrutements pour insurrections et rébellions armées. Des rébellions qui, selon Radio Tam-Tam, sont déjà en train de s'organiser depuis les pays voisins du Burundi pour venir réclamer leurs droits ou ce que certains croient être leur part à ce pouvoir qui permet de participer à « la traite de la vache-Etat ».

Toujours selon Radio Tam-Tam et sa compagne, Madame Rumeur, la diplomatie se bouge pour essayer de trouver une issue à l'impasse et le blocage qui découlent de la candidature du Président sortant (pour un 3^{ème} mandat), officialisée le 25 avril mais supposée depuis des mois, voire des années. Seulement, voilà, même du côté de la diplomatie, ça grippe et les médiations se succèdent à un rythme plus ou moins effréné, sans que rien de concret n'en sorte.

Et pendant que, par contre, la situation ne cesse de se dégrader, pendant que Mmes Rumeur et Peur poursuivent leur travail de sape des fondements même de la société burundaise, par un tour de passe-passe dont seuls les juristes - et les constitutionnalistes en particulier- ont le secret, on joue les prolongations, et les nième quarts ou mi-temps d'un match qui n'aurait pas dû avoir lieu⁸. Surtout, sans que l'on puisse dire si le pays ne va pas encore une fois plonger dans l'abysse de la guerre et préserver l'incalculable bien qu'est la Paix. Une Paix sans laquelle on ne peut rien entreprendre de solide et de durable, dans quelque domaine que ce soit. Une paix qui suppose que soient sauvegardés les intérêts et les droits de tous et à tous les niveaux- et pas seulement ceux - à court terme- de ceux qui disposent du monopole de la violence légitime (Max Weber). Des intérêts et des droits, à commencer par les plus basiques, comme le droit à la vie, le droit à se nourrir correctement et celui de s'exprimer librement. Ce qui nous amène à dire quelques mots sur les raisons qui constituent la lame de fond de la crise actuelle.

⁸ A ce sujet, lire Stef Vandeginste, « Droit et pouvoir au Burundi. Un commentaire sur l'arrêt du 4 mai 2015 de la Cour Constitutionnelle dans l'affaire RCC 3303 ». A paraître dans F. Reyntjens et al., *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2014-2015*)

Figure 5 Evolution de la population du Burundi et du Rwanda entre 1950 et 2050



Source des données : U.S. Census Bureau, *International Data Base*,
<http://www.census.gov/cgi-bin/ipc/idbsprd>
Consulté le 15 juin 2015

5. Quelques raisons profondes de la crise

A la signature de l'Accord de paix d'Arusha, le 28 août 2000, les Burundi ont pu respirer et espérer. Espérer passer définitivement de la violence à la paix, passer par-dessus le précipice de la guerre et la haine – « gusimba imanga » et construire un pays prospère et sûr pour tous. Quand on les rencontrait, ils disaient avoir enfin du répit. Un répit qui devait se transformer en paix durable, selon le scénario « Simbimanga » évoqué précédemment. Mais alors, comment expliquer que, en 2015, le pays semble aller tout droit vers l'irréparable de la guerre, semeuse de haine et de pleurs, avec ses cortèges de malheurs ? Seuls les psychiatres peuvent nous donner des réponses plausibles à cette question. Mais, bien que n'étant pas psychiatre, tentons néanmoins d'évoquer quelques éléments de réponse qui permettent d'aller au-delà des apparences.

L'une des explications plausibles de ce qui précède est à chercher dans la dissymétrie des relations socio-politiques que le pays a connues depuis les années 1960. Ces relations ont été caractérisées par des éliminations physiques massives et répétitives de citoyens et citoyennes innocents, souvent par ceux-là même qui auraient dû les protéger et qui n'ont jamais été inquiétés. Une culture de l'impunité⁹ s'est ainsi installée depuis des décennies, contribuant à la « nainisation » et la stérilisation des esprits. Et au moment où d'autres nations ont pris de l'envol, le Burundi a fait du surplace, quand il ne régressait pas alors qu'il partait de très bas. C'est ce qui se déduit de l'évolution de l'indice (composite) du développement humain (IDH) du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour le pays sur une période de plus de 30 ans, entre 1980 et 2010.

Avec un IDH qui est l'un des plus bas du monde (0,230 en 1980 et 0,389 en 2013), le pays a fait du surplace entre 1980 et 2000, période durant laquelle son IDH est passé de 0,230 à 0,290. Et même, entre 2008 et 2013 où il semble avoir progressé (de 0,362 à 0,389), comparativement aux autres pays, il a en réalité fait du surplace puisque le changement en termes de rang est de 0 pendant cette période. Ce qui n'étonne pas alors qu'il se trouve en queue de peloton (180^{ème} rang sur 186).

Pendant ce temps, un autre paramètre mérite d'être pris sérieusement en considération. C'est la population qui, dans le même temps – 1980 - 2015 est passée de 4.300.000 en 1980 à 6.716.000 en 2000, 9.121.000 en 2010 et 10.742.000 en 2015. Avec un taux de croissance de l'ordre de 3% par an, les projections donnent 17.246.000 en 2030 et 30.398.000¹⁰ en 2050. Par rapport à aujourd'hui, elle aura donc été multipliée par plus de 1,5 en 2030 et presque 3 (2,83) en 2050. Entre 1950 et 2015, elle a été multipliée par 4,55 et en 2050, elle l'aura été par quasiment 13 (12,86). Par où qu'on prenne la population, on voit que son évolution est de nature exponentielle ainsi que le confirment les courbes d'évolution (voir figure 5).

⁹ A sujet, voir la prise de position du Groupe écoute et réconciliation dans l'Afrique des Grands Lacs, intitulé « Pour en terminer avec la « culture de l'impunité » au Rwanda et au Burundi, Genève, IUED, décembre 1994. Nous faisons partie dudit groupe.

¹⁰ Pour plus de commodité de lecture, les chiffres ont été arrondis aux milliers.

Le pays se prépare-t-il réellement à accueillir comme cela se doit un tel monde et à lui assurer une existence digne et durable ? Ou bien les gens se comportent-ils comme des autruches et se disent : mangeons, buvons et dansons pendant qu'il y en a encore ; et après nous le déluge ! « Ivy'ejo bibazwa ab'ejo » – « à ceux qui nous suivront de résoudre les problèmes ».

Certains pourront peut-être voir de l'exagération dans notre propos. Mais il n'en est rien. Car, que constate-t-on sur le terrain. On distribue et l'on gaspille à qui mieux mieux le peu de biens qui restent dans le pays, à commencer par la précieuse terre arable que les paysans qualifient d'or (« aurum » !) en la bradant de la manière la plus honteuse aux intérêts privés, afin d'y ériger villas somptueuses et autres commerces divers [chacun y participe à sa manière, certains plus que d'autres, sûrement !].

Mais quand les millions de gueux en haillons / guenilles se dresseront devant les villas les plus cossues des nantis, tenaillés par la faim – ils n'auront pas d'étiquettes sociales, politico-ethniques ou régionales-. Ils se dirigeront vers là où il y aura encore de quoi à manger et à boire. Et oui ! d'ici là, le problème de l'eau sera devenu lui aussi crucial, à moins que l'on n'y prenne garde dès à présent.

Que les tenants du canon et de la gâchette faciles pour résoudre les problèmes y réfléchissent deux fois car les masses en colère n'auront que faire de leurs engins de mort. Elles se diront : « n'ubundi twari dupfuye » - « de toutes les façons nous allons / allons mourir ! » Qu'importe que ce soit par le fusil, la faim et/ou la déshydratation ! Peut-être que si l'on va chez Sieur X et Dame Y – Président, Ministre, ou autre richard du coin- on mourra après avoir mangé et bu au moins pour un jour ou deux ! Et on aura alors beau faire appel à toutes les polices et les armées que l'on voudra, on aura beau tirer dans la marée des « damnés de la terre » en train d'escalader les hautes murailles et autres fortifications des gens bien, rien n'arrêtera la marée en guenilles.

Or, aujourd'hui déjà, le Burundi a grand faim. C'est, d'après l'IFPRI, le pays où l'on a le plus faim au monde ; il figure en tête des dix premiers dans ce sens – soit dans l'ordre : Burundi (1), Erythrée (2), Timor Oriental (3), Comores (4), Soudan (5), Tchad (6), Ethiopie (7), Yémen (8), Zambie (9), Haïti (10)¹¹. Et puis, par ailleurs, il n'y a pas besoin d'études très poussées pour s'en rendre compte ; il suffit d'être dans le pays et d'ouvrir les yeux et les oreilles.

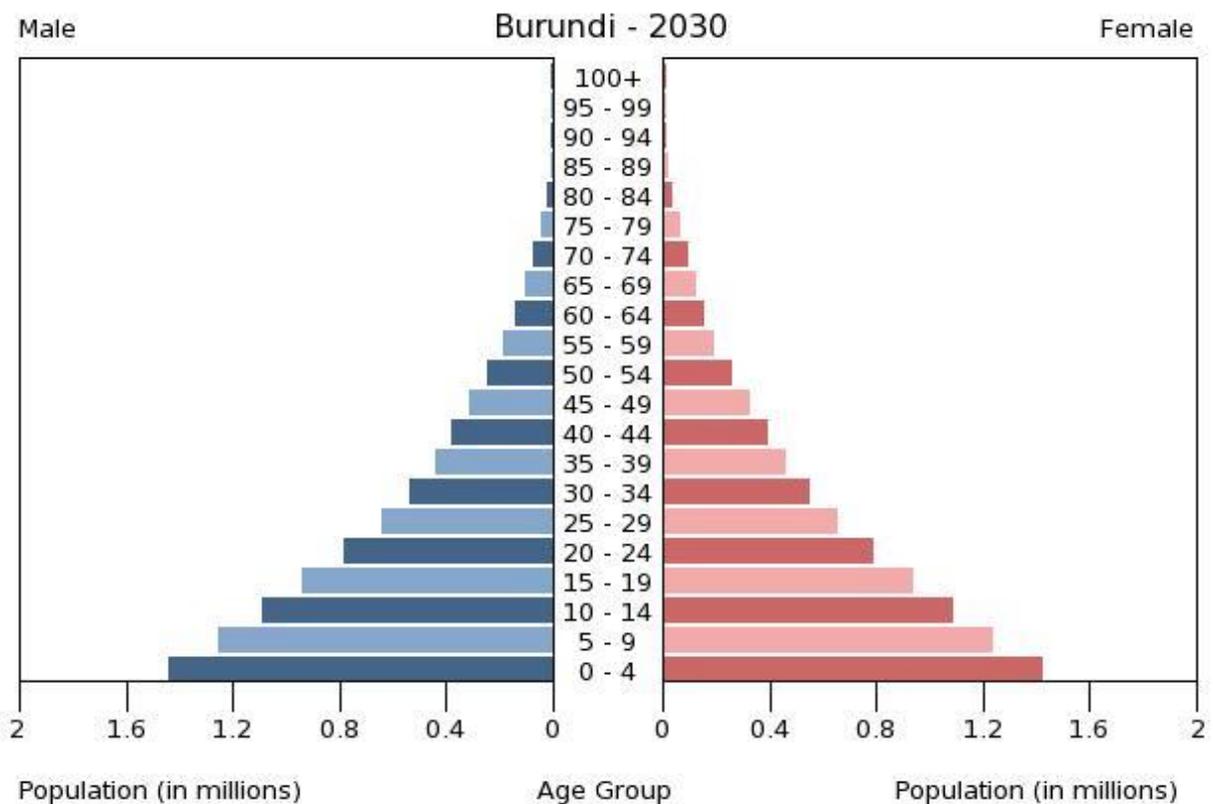
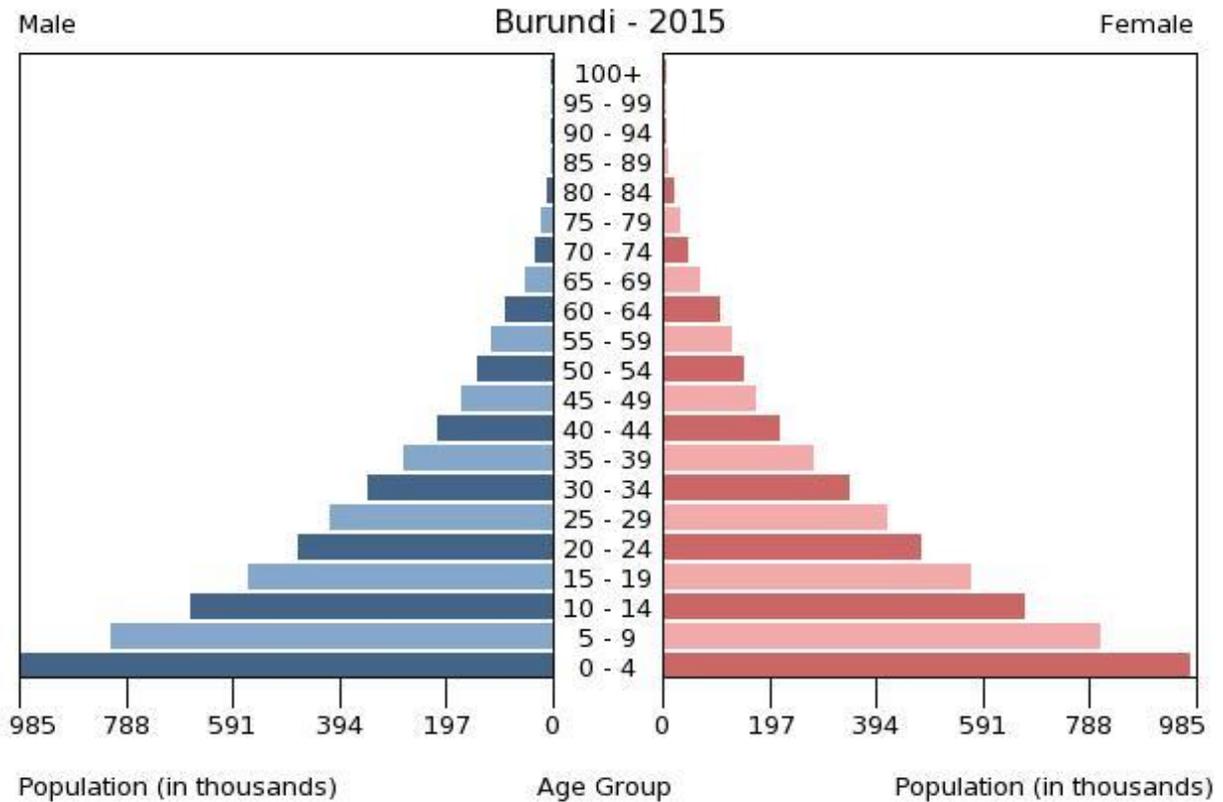
Toutes les crises suscitées en sous-mains et subies courageusement par la population ne changeront rien à la croissance inexorable de la population. Celles survenues depuis les années 1960 ont tous tant marqué les esprits. Seulement elles semblent n'avoir eu qu'un effet très passager au Burundi comme dans les pays voisins. En tous cas au niveau du nombre. Sur le plan psycho-social et culturel, c'est par contre une catastrophe dont le pays paye un lourd tribut¹² aujourd'hui. Malgré les drames de ces époques, avec leurs cortèges de malheurs, on voit que, après chaque crise, la population est chaque fois repartie de plus belle, les courbes de tendances poursuivant, quant à elles, leurs évolutions exponentielles.

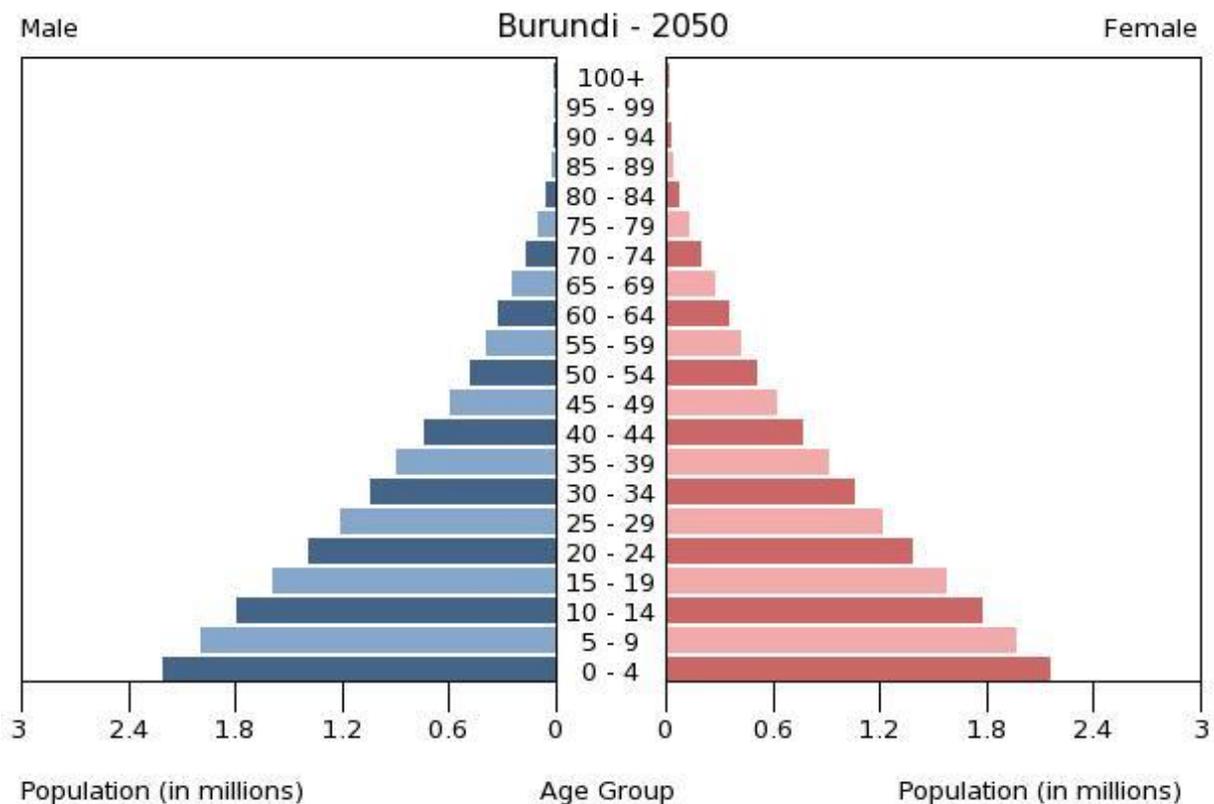
Les pyramides des âges de la population burundaise nous livrent une autre information de taille, à savoir la grande jeune dont témoignent leurs bases ô combien larges – aujourd'hui comme d'ici 2050 ! Ce qui confirme, si besoin était, le caractère exponentielle et quasi inéluctable des courbes d'évolution de la population (voir figures 6,7,8).

¹¹ D'après IFPRI *Food Policy e-Atlas* 2014 - <http://www.tellmaps.com/ifpri/?subject=-1995728506&datapresentation=0>

¹² C'est ce que laisse penser une analyse rapide des évolutions de 1972-73 et 1993-98 pour le Burundi ; 1994-96 pour le Rwanda, et 1998-2003 pour la RDC

Figures 6, 7&8 Evolution des pyramides des âges





<http://www.census.gov/population/international/data/idb/informationGateway.php>

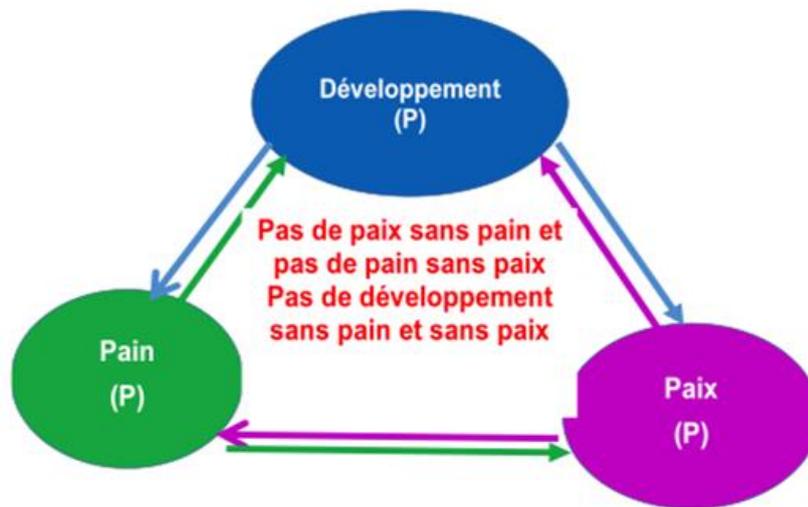
A noter que si la population croît à une vitesse qui peut inquiéter, il n'est encore pas trop tard d'imaginer des solutions à la misère qui la guette. Des pistes existent, à condition que change la manière de la considérer. Au lieu de ne voir en elle que des millions de miséreux et bouches à nourrir, il faut l'imaginer plutôt comme un partenaire fiable et plein de potentialités qui n'attendent qu'à être mises en valeur.

La « Protection mutuelle assurée » que nous prônons, en politique comme dans la vie de tous les jours, est gage de la paix, individuelle et collective. Elle passe par la prévention d'éventuelles catastrophes humaines qui pourraient accompagner la croissance de la population en cours. Et cela implique que des choix audacieux soient rapidement faits sur différents fronts. Pour cela, des ressources existent : une terre généreuse et un climat favorable qui permet de produire trois à quatre fois par année de quoi nourrir cette population. Une population laborieuse et ingénieuse qui ne demande qu'à être prise au sérieux et mise au travail. Sans oublier la matière grise de toutes les élites du pays partout où elles se trouvent - à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Autant de ressources qu'il convient de ne pas gaspiller, mais plutôt de mettre intelligemment et rapidement au travail, dans l'intérêt de tous.

6. La paix : l'unique chemin

Mais, comment produire suffisamment à manger pour tous quand le contexte socio-politique se caractérise par la peur et l'insécurité : peur du lendemain – à court et moyen termes-, dont les fuites à l'étrangers sont quelques-uns parmi les manifestations visibles. Comment penser au travail productif et au développement du pays, qui s'inscrivent dans la longue durée alors que l'on n'est même pas sûr d'être là le lendemain ? Quand on n'a pas la Paix ? Une paix qui est en relation directe et systémique avec le pain quotidien et le développement. Une relation qui peut se résumer comme suit :

Figures 9 Approche systémique de la paix et du développement



C'est cette paix-là active que nous essayons de mettre en pratique et au quotidien dans le projet « Cercles de Paix et développement au Burundi ». Projet piloté par Femmes Artisans de Paix et dans lequel les « activités novatrices de développement » sont en bonne place. Projet dans lequel le GIPRI est impliqué plus particulièrement et de manière significative dans la phase d'extension de trois ans qui va démarrer en septembre 2015.

Face à la gravité des problèmes auxquels le pays est confronté et l'urgence des solutions à trouver, l'agitation autour du mandat présidentiel risque de n'être qu'un épiphénomène. La question essentielle est de savoir si, oui ou non, on fait la paix. Car, comme dit M. Gandhi, « **il n'y a aucun chemin vers la paix. La paix est le chemin** ». Quant aux politiques extrêmes de population qui caractérisent les relations de pouvoir dans le pays depuis des décennies, celui qui a une quelconque parcelle de pouvoir et qui serait tenté par la manière forte de gérer ou gouverner, il devrait se rappeler ce propos de William Petty, datant de 1662 :

« Maintenant comme conséquence de notre opinion que "le travail est le père et principe actif de la richesse, de même que la terre en est la mère", nous devons nous rappeler que l'Etat, en tuant, mutilant, emprisonnant ses membres, se punit avant tout lui-même ; aussi de telles peines devraient autant que possible être évitées et commuées en amendes pécuniaires qui augmenteront le travail et la richesse publique»¹³.

Dr Angelo Barampama,

¹³ *Traité des taxes et contributions*, Londres, N. Brooke A l'Ange Cornhill, 1662, in *Les œuvres économiques de Sir William Petty*, Paris, V. GIARD & E. Brière, libraires-éditeurs, 1905, p. 77]